

## Tickets verts

Deux tickets verts ont été décernés.

- La communauté d'agglomération Saint-Etienne Métropole, présidée par Michel Thiollière, sénateur-maire UMP-RAD de Saint-Etienne, a développé une politique cohérente et réaliste d'investissements de transport collectif : électrification de la ligne Firminy-Saint-Etienne avec la région Rhône-Alpes ; modernisation de la ligne historique de tramway de Saint-Etienne et création d'une deuxième ligne (un article sera publié dans le prochain FNAUT Infos).
- Adrien Zeller, président UMP du conseil régional d'Alsace, a mis en œuvre une politique de transports courageuse : promotion de l'éco-redevance sur le transport routier de fret à travers la région, surtaxation régionale des carburants routiers prévue dès 2007 pour financer les énergies renouvelables et les transports collectifs (cette hausse de 1,1% de la TIPP rapportera 18 millions d'euros), instauration (par contrat avec la SNCF) du service prévisible en cas de grève afin d'assurer des services TER corrects en heures de pointe.

Trois accessits ont également récompensé des initiatives novatrices.

- Le conseil régional de Bourgogne, présidé par François Patriat (PS), a renforcé la desserte ferroviaire des lignes du Morvan, Auxerre-Corbigny et Auxerre-Autun (renouvellement du matériel, augmentation des fréquences).
- Le conseil régional de Haute Normandie, présidé par Alain Le Vern (PS), a élaboré son plan régional des déplacements en collaboration étroite avec les autres autorités organisatrices de transports, départements et agglomérations (voir FNAUT Infos n°149).
- Jean-Pierre Masseret, président PS du conseil régional de Lorraine, a la volonté de faire aboutir le projet de gare TGV de Vandières, bien positionnée pour permettre d'excellentes correspondances entre le TGV-Est et le TER. Il a introduit par ailleurs une tarification simple et attractive destinée aux usagers occasionnels du TER : le niveau moyen de tarification a diminué de 40%, la clientèle occasionnelle a rapidement augmenté de 20%.

*La FNAUT rappelle que l'attribution d'un ticket vert à un élu ou à une collectivité n'implique pas qu'elle approuve l'ensemble de sa politique. Ainsi elle désapprouve le dangereux projet d'autoroute A45 Lyon-Saint Etienne soutenu par les élus stéphanois, et regrette que la région Alsace se désintéresse de la réouverture souhaitable de la ligne Bollwiller-Guebwiller, défendue avec ténacité par l'association Florirail.*

## Tickets rouges

Trois tickets rouges ont été décernés.

- Philippe Madrelle, sénateur PS et président du conseil général de la Gironde, est un promoteur obstiné du grand contournement autoroutier de Bordeaux, qui massacrerait le département sur 100 km (même des zones Natura 2000 sont menacées par le projet).

Il est par ailleurs un gestionnaire déplorable du réseau départemental des lignes régulières d'autocars : 15 lignes sur 57 ont été supprimées et 12 ne sont plus exploitées qu'à la demande, près de 100 communes ne sont plus du tout desservies, dont des bourgs de plus de 2000 habitants.

- Charles-Eric Lemaigen, président UMP de la communauté d'agglomération d'Orléans, a géré de manière chaotique le dossier de la deuxième ligne de tramway de l'agglomération (voir FNAUT Infos n°149). Cinq ans d'études et de contre-études, de tergiversations et de contradictions multiples (mise à l'écart du tramway au bénéfice du tramway sur pneus puis du bus guidé, retour au tramway) ont débouché sur un projet au tracé aberrant et à des prévisions de trafic relevant de l'autobus alors que le potentiel de trafic est comparable à celui de la première ligne.

- Claude Leblanc, maire divers gauche de Mayenne (53), met en œuvre une politique pro-routière incohérente et ruineuse. Alors qu'une déviation commune des nationales 12 et 167 était possible par l'Est, il a imposé une déviation de la seule N 167 par l'Est, comportant un viaduc et exigeant un retranchement de la voie ferrée Mayenne-Laval. Il réclame aujourd'hui une déviation de la N 12 par l'Ouest (qu'il jugeait auparavant "fantasmagorique"), soit un surcoût de 20 millions d'euros par rapport au projet initial de déviation unique. Il refuse par ailleurs de développer les transports collectifs : "c'est trop cher, il ne faut pas rêver".

- Un blâme a été décerné à tous les décideurs locaux et nationaux qui, par bêtise ou manque de courage, ont contribué à l'implantation stupide des gares lorraines du TGV-Est.

- Un bonnet d'âne a été attribué à Nicole Rivoire, maire UDF de Noisy-le-Sec (voir justification page 7).

- Enfin Patrick Devedjian, vice-président UMP du conseil général des Hauts de Seine, a reçu un rappel à l'ordre pour son hostilité à la démocratie participative : "qui sont ces gens pour exiger ainsi ?", dit-il de l'AUT Ile de France qui réclame la reprise du dossier d'aménagement de la N 20 entre Paris et Antony, gelé sans explication depuis le transfert de cette route au département.